



NATIONS UNIES  
GABON



**RAPP**  **ORT**  
**ANNUEL 2023**  
Nations Unies au Gabon



AVANT-PROPOS	4
ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES AU GABON	5
PARTENAIRES CLÉS	6
LE GABON EN BREF	7

CHAPITRE <b>1</b>	<b>PRINCIPAUX AXES DE DEVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET RÉGIONAL</b>	10
-------------------	---	----

CHAPITRE <b>2</b>	<b>SOUTIEN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DEVELOPPEMENT</b>	14
-------------------	---	----

2.1	Aperçu des résultats clés du plan-cadre de coopération	15
2.2	Priorités, réalisations et produits du plan-cadre de coopération	17
2.3	Partenariats et financement du programme 2030	36
2.4	Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies	37
2.5	Évaluations et leçons apprises	39
2.6	Aperçu financier et mobilisation des ressources	40

CHAPITRE <b>3</b>	<b>PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE 2024</b>	44
-------------------	---	----

<b>SIGLES ET ABRÉVIATIONS</b>	45
-------------------------------	----





## OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## AVANT-PROPOS

En 2023, l'action du système des Nations Unies au Gabon a pris de l'ampleur et a été marquée par une progression significative. Dans l'esprit de la réforme des Nations Unies, nous avons renforcé notre coopération inter-agences et lancé le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Gabon (UNSDCF 2023-2027), élaboré en partenariat avec le Gouvernement, la société civile, les partenaires techniques et financiers et d'autres parties prenantes. Ce plan met l'accent sur la promotion de la bonne gouvernance et des droits humains, sur l'accélération vers une économie verte et bleue plus diversifiée et propice à la création d'emplois, ainsi que sur le renforcement de l'inclusion et de l'égalité. Il incarne notre engagement à relever les défis et à bâtir un avenir prospère pour tous, en ne laissant personne de côté.

Cependant, face à la crise financière mondiale, aux crises climatiques, aux tensions géopolitiques et aux inégalités croissantes, une action urgente s'impose pour consolider les avancées vers les Objectifs de Développement Durable (ODD); un impératif qui concerne également le Gabon.

Les élections générales d'août 2023 ont été suivies par une période de transition visant à restaurer les institutions et à poser les jalons d'un développement plus dynamique et inclusif, à travers des réformes institutionnelles majeures axées sur une meilleure gouvernance et une plus grande équité. Nous devons accompagner ce processus afin de veiller à ce qu'il soit effectif.

Notre appui, déployé à travers les 25 entités onusiennes actives dans le pays, a soutenu la conception et la mise en œuvre de programmes dans différents secteurs clés comme l'agriculture, l'environnement, la santé, l'éducation, l'emploi et la protection sociale. De même, d'importantes réformes législatives pour améliorer l'accès aux services sociaux ont été appuyées par nos experts, permettant l'élaboration de la nouvelle Politique Nationale de la Santé et le Plan de Développement Sanitaire, par exemple, qui favorisent la décentralisation des services jusqu'au niveau communautaire. La production du Manuel d'État Civil pour la digitalisation du système d'enregistrement des naissances et autres actes nécessaires à l'accès aux droits civiques et sociaux a été un autre résultat marquant de cette année.

Pour développer une approche commune visant à combler le déficit en ressources financières pour le développement, nous avons également consolidé nos partenariats avec d'autres acteurs. L'objectif est d'intensifier la communication et le plaidoyer avec les autorités nationales, les bailleurs et le secteur privé afin de mobiliser des financements supplémentaires pour accélérer les progrès vers l'atteinte des ODD au Gabon.

L'année 2024 s'annonce comme une période cruciale de transition politique et de réformes institutionnelles pour le Gabon. Nous sommes donc déterminés à poursuivre notre soutien avec toujours plus de dynamisme.

*Dr. Sarina Ammassari*  
Coordonnatrice Résidente  
du Système des Nations Unies  
au Gabon

















**Sur le plan politique**, le début de l'année 2023 a été marqué par la préparation des élections présidentielles, législatives et locales. Cette période a été ponctuée par un dialogue et une concertation politique tenus en février 2023, qui ont abouti à l'actualisation du code électoral, instituant, entre autres, un scrutin à un tour et une diminution de la durée des mandats de 7 à 5 ans pour le Président de la République et les parlementaires. Les élections, qui se sont tenues le 26 août, ont été émaillées de plusieurs irrégularités, dans un contexte de dégradation de la cohésion sociale. Le 30 août 2023, un coup d'État a été mené par des militaires regroupés au sein du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI).

Dans la foulée du coup d'État, le Gabon a été suspendu de l'Union Africaine et de la Communauté Économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

En novembre 2023, le CTRI a produit un chronogramme de la transition politique, devant mener à des élections et un retour à l'ordre constitutionnel en août 2025. Une phase de consultation des populations sur le diagnostic de la situation et les propositions d'actions a été lancée en octobre 2023 et doit être suivie, en avril 2024, par un dialogue national inclusif devant dessiner les nouveaux contours politiques et institutionnels de la République, sous la présidence de l'archevêque de Libreville.

**Sur le plan économique**, la faible gouvernance n'a pas permis de bâtir une croissance forte et vigoureuse. En effet, le PIB n'a augmenté que de 23% entre 2023 (s'appuyant sur une croissanc de

37% du secteur pétrolier), alors que l'inflation a augmenté de 36% sur la même période, en dépit des mesures prises pour contenir les pressions inflationnistes.

Bien que la gestion de la dette publique se soit améliorée entre 2020 et 2023, cette dernière reste encore élevée (65%), laissant des marges budgétaires très étroites, alors que les recettes se sont contractées en 2023 dans un contexte d'augmentation des dépenses publiques.

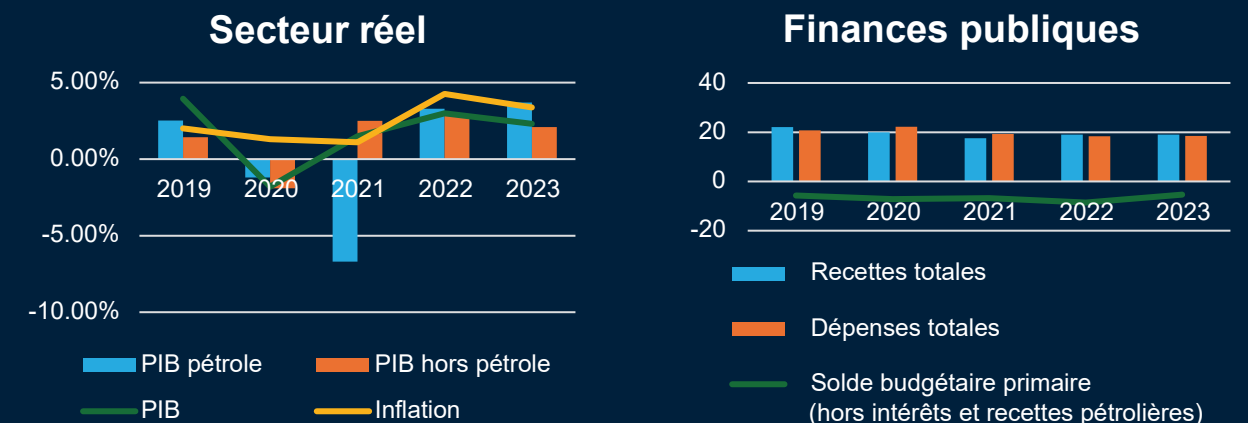
L'économie gabonaise reste fortement dépendante du pétrole, représentant environ un tiers du PIB en 2023, et présente encore des défis structurels importants, comme la faiblesse des infrastructures et une gestion peu efficace des investissements publics. Ceci est reflété par le classement du Gabon dans la catégorie des pays avec des lenteurs dans les changements structurels, dans l'indice mondial des capacités productives de 2022.

Pour répondre à ces défis et à la suite des résultats mitigés de la mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT 2021-2023), les autorités de transition conçoivent le nouveau Plan National de Développement de la Transition (PNDDT 2024-2026).

**Sur le plan social**, les mauvaises performances économiques et la faible gouvernance se sont traduites par une détérioration des conditions de vie de la population : une personne sur trois<sup>1</sup> vit en dessous du seuil de la pauvreté, la mortalité maternelle est en progression<sup>2</sup>, tout comme la prévalence de la sous-alimentation. L'accès au système de protection sociale reste limité.

Ces défis nécessitent une plus forte volonté politique, une coopération plus étroite de toutes les parties prenantes, et des investissements plus stratégiques afin de produire des résultats et des impacts durables pour "sauver" les ODD à l'horizon de 2030 tout en remplissant les obligations liées aux différents traités souscrits en matière de droits Humains et en respectant les engagements pris lors de l'Examen Périodique Universel (EPU)<sup>3</sup>.

## Graphique 1 : Économie et finances publiques



Source: Direction Générale de l'Economie et des Politiques Fiscales 2023 (Données provisoires)

Source: Banque des Etats d'Afrique Centrale (BEAC) 2023 (Données provisoires)

## Tableau 1 : Dette extérieure

En million de USD	2022
Stock extérieur de la dette	7954
Stock extérieur en % du revenu national brut	42%
Service de la dette en % du revenu national brut	3%

Source: Banque Mondiale

**Sur le plan environnemental**, le Gabon a continué à jouer un rôle moteur quant à la préservation des forêts et de la biodiversité en organisant le One Forest Summit à Libreville, en mars 2023. Le Gabon, grâce à la mise en œuvre de l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale (CAFI) a réussi à mobiliser 17 millions de USD sur la base des paiements basés sur les résultats, permettant de mettre en œuvre progressivement l'Accord de Paris sur le changement climatique.

<sup>3</sup> L'EPU est un mécanisme unique qui permet d'examiner périodiquement la situation des droits de l'homme dans les 193 États Membres des Nations Unies. Le Gabon a été examiné par la Commission des Droits de l'Homme dans le cadre de l'EPU en janvier 2023.

<sup>1</sup> Rapport sur l'évaluation de la pauvreté, Banque mondiale, mars 2020. <https://shorturl.at/FIOR6>

<sup>2</sup> Enquête Démographique de la Santé III, Direction Générale de la Statistique, 2019-2021. <https://shorturl.at/uvD14>



CHAPITRE

2

SOUTIEN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT



























# PRIORITÉ 2

## TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE VERTE ET BLEUE

### RÉSULTAT 2 :

D'ici 2027, les populations, notamment les jeunes et les femmes, participent à la gestion durable des ressources naturelles et bénéficient des fruits d'une transition maîtrisée vers l'économie verte et bleue dans un environnement plus résilient aux changements climatiques.



**BUDGET TOTAL INVESTI**  
**3,1 MILLIONS USD**



**1 000**  
emplois directs

et

**300**

indirects créés en faveur des jeunes et femmes dans la filière agricole du Woleu-Ntem.

**1 000**

personnes ont bénéficié de retombées de la création d'activités génératrices de revenu (AGR) dans le Moyen-Ogooué.

**400**

jeunes du Lycée Technique de Bikélé, Orphelina El Jireh et de l'École Nationale des Eaux et Forêts formés sur les techniques maraîchères et l'élaboration de plans d'affaire agricoles.





















## LE PROGRAMME DIGITAL AU GABON EN MARCHÉ POUR RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Lancé en décembre 2022 dans neuf sites pilotes, le programme de digitalisation de l'enseignement primaire, initié par le ministère de l'Éducation nationale, connecte actuellement 27 écoles grâce au partenariat entre l'opérateur de téléphonie mobile Airtel et l'UNICEF. Ce programme vise à intégrer les technologies numériques dans l'enseignement primaire, s'alignant sur l'initiative « Reimagine Education » de l'UNICEF et proposant des contenus éducatifs numériques conformes au programme national.

Dans le cadre de ce programme, les élèves de la classe de quatrième année à Okolassi utilisent désormais des tablettes fournies par l'UNICEF pour accéder à « Learning Passport », une plateforme qui centralise les manuels d'enseignement.

« Le numérique m'a boostée en me redonnant confiance dans ma manière d'enseigner, tout en ouvrant de nouvelles opportunités », témoigne **Remie Flore Matamba, enseignante à l'école d'Okolassi.**

« Nous sommes dans une communauté rurale où les enfants n'ont souvent pas l'opportunité de découvrir le monde extérieur. Ce programme leur offre la chance de se connecter avec le reste du monde et d'en bénéficier », partage **Romi Meyo, directeur de l'École d'Oyane 4.**

« Ce qui me fascine, ce sont surtout les vidéos éducatives, les quizz interactifs et les jeux éducatifs qui rendent les cours si amusants », explique **Mabika, élève de la province de l'Ogooué Lolo.**

Le succès du programme a attiré davantage de partenariats et suscité un intérêt croissant pour l'enseignement numérique au Gabon, avec plus de 6 700 élèves désormais impliqués. L'objectif est d'étendre ce projet de digitalisation d'ici la cinquième année, afin que 90% des écoles, qu'elles soient publiques, confessionnelles ou privées, puissent utiliser pleinement le numérique dans leur processus d'enseignement et d'apprentissage.

<https://bit.ly/programmedigital>



## 2.3 Partenariats et financement du Programme 2030

Au cours de la première année de mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Gabon (2023-2027), le maintien d'un dialogue étroit avec tous les partenaires du système des Nations Unies s'est avéré crucial pour garantir l'atteinte des objectifs programmatiques. Cette importance s'est accrue dans le contexte de la transition politique et institutionnelle en cours.

La retraite annuelle de planification stratégique de l'Équipe-pays, organisée en décembre 2023, qui regroupe les responsables de toutes les entités des Nations Unies opérant au Gabon, a constitué une plateforme stratégique clé. En collaboration avec le ministère de l'Économie et des Participations, elle a permis d'assurer l'alignement entre les domaines d'investissement prioritaires, identifiés par les autorités de transition, et les trois axes du Plan-cadre de coopération. Cet alignement inclut également les six transitions clés destinées à accélérer la réalisation des ODD. Cette approche s'est révélée essentielle pour répondre à l'impératif d'établir un cadre de budgétisation et de planification commun, crucial pour la réalisation des objectifs ciblés.

En accord avec les priorités nationales de diversification économique et de recherche de solutions de financement alternatives, l'Équipe-pays des Nations Unies au Gabon a apporté un soutien actif au Gouvernement dans sa quête de mobilisation de ressources supplémentaires. La demande de financements additionnels auprès du Fonds mondial de lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose, avec le soutien des Nations Unies, en est un parfait exemple, illustrant les synergies mises en place. La mobilisation de ces ressources permettra au pays d'intensifier sa lutte contre ces trois maladies encore largement répandues.

En 2023, les Nations Unies ont également aidé le Gabon à obtenir des médicaments antirétroviraux (ARV) des États-Unis d'Amérique pour prévenir les pénuries récurrentes auxquelles le pays a été confronté. De plus, l'ONUSIDA a facilité l'adhésion du Gabon à la plateforme WAMBO, permettant ainsi l'achat d'ARV à coût réduit et contribuant à des solutions durables pour le traitement continu des patients vivant avec le VIH.

Renforcer la collaboration avec les partenaires de développement a aussi été une priorité pour l'Équipe-pays, permettant de mobiliser d'importantes ressources. Dans le domaine de la santé, par exemple, la coopération bilatérale avec les États-Unis, la Norvège, la France, le Danemark, et l'Union

Européenne a mobilisé 6,8 millions de USD, représentant près de 30% du budget annuel programmatique en faveur de l'ODD 3. Ce montant vient s'ajouter aux 3,3 millions de USD de fonds propres de l'OMS, de l'UNICEF et du PNUE pour cet ODD.

Le soutien du Gouvernement japonais aux activités de vaccination des enfants a également joué un rôle crucial. Avec un financement de près de 3 millions de USD pour les années 2023 et 2024, cette contribution favorisera l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement en vaccins.

### Les voies d'investissement pour atteindre les ODD : Les six transitions clés

Le programme de développement durable à l'horizon 2030 vise à résoudre les défis mondiaux à travers 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) qui sont interdépendants. Une amélioration des politiques, des investissements plus grands et stratégiques et des plus efficaces pratiques institutionnelles sont nécessaires pour accélérer l'atteindre des ODD.

La recherche au niveau mondial a démontré qu'il est indispensable d'investir surtout dans six transitions clés pour accélérer les progrès :

1. Les systèmes alimentaires
2. L'accès à l'énergie
3. La connectivité digitale
4. L'éducation
5. L'emploi et la protection sociale
6. La lutte contre le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution.
7. Santé

Chaque transition nécessite une approche holistique, tenant compte des dimensions économiques, sociales et environnementales, et une action coordonnée de la part de tous les acteurs et parties prenantes.

Pour garantir le succès de ces six transitions, des moyens efficaces de mise en œuvre sont nécessaires, notamment une utilisation accrue de la science, de la technologie et de l'innovation, ainsi qu'une transformation du financement pour répondre aux besoins croissants en investissements pour les projets conformes aux ODD.



## 2.4 Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

En plus des décisions prises lors de ses réunions mensuelles, l'Équipe-pays des Nations Unies, lors de sa retraite en décembre 2023, a adopté plusieurs mesures visant à dynamiser la collaboration inter-agences pour accroître l'efficacité et à améliorer la communication entre les différents groupes thématiques et ceux-ci avec l'Équipe-pays.

Sous l'égide de l'Équipe de Gestion de la Sécurité et de l'Équipe de Gestion des Opérations (OMT), des travaux ont sécurisé la Maison des Nations Unies, où résident la plupart des entités onusiennes, pour la conformer aux normes de sécurité.

Parallèlement, l'OMT a progressé dans la mise en œuvre de la Stratégie relative aux activités opérationnelles, qui cherche à mutualiser les ressources et à réduire les coûts opérationnels, tels que la surveillance, le nettoyage et les flottes téléphoniques, afin de réaliser des économies d'échelle. Des discussions se poursuivent pour intensifier l'intégration des opérations et augmenter l'efficacité globale des Nations Unies.

Le Groupe des Nations Unies pour la Communication (UNCG) a, quant à lui, élaboré une stratégie de communication pour soutenir la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération. Cette démarche, en voie d'achèvement, vise à améliorer la visibilité des résultats obtenus grâce au soutien des Nations Unies au

Gabon, et à assurer que les messages de plaidoyer du système parviennent efficacement à leur public cible, en particulier aux populations risquant d'être laissées pour compte.

Le Groupe des Programmes et de Suivi et d'Évaluation (PMT/M&E) s'est réuni trimestriellement pour discuter des opportunités de programmation conjointe et préparer le travail des Groupes de résultats. En 2023, plusieurs programmes ont été conclus :

- Le Programme conjoint « Citoyenneté et Protection Sociale », financé par le Fonds commun des Nations Unies pour les ODD (SDG-FUND) ;
- Le Programme conjoint « Tisserands de la Paix », financé par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la Paix (PBF) ;
- Le Programme conjoint « Migration mixte », financé par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité Humaine (HSTF).

Les enseignements tirés de ces programmes conjoints nourrissent les réflexions du système des Nations Unies afin de renforcer la coordination inter-agences tout en maximisant les résultats et les impacts du système pour l'atteinte des ODD.

Sous le leadership de la Coordonnatrice Résidente des Nations Unies, l'Équipe-pays a entrepris plusieurs actions de plaidoyer visant notamment à :

- Stimuler des investissements accrus dans les secteurs sociaux, en particulier l'éducation, la santé et la protection sociale ;
- Améliorer le système d'enregistrement des naissances et fournir des actes de naissance aux personnes qui en sont dépourvues pour leur permettre d'accéder aux services sociaux et de jouir pleinement de leurs droits ;
- Encourager l'adoption de la loi relative à la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) afin de l'aligner sur les Principes de Paris ;
- Combattre les discours de haine ainsi que la désinformation et la mésinformation.

La coordination entre les différentes entités des Nations Unies a été consolidée grâce aux travaux des groupes inter-agences et des programmes conjoints. De plus, l'organisation de réunions trimestrielles « *Townhall* » a contribué à une meilleure communication interne. En 2023, et pour la première fois, une Journée du personnel a été célébrée à la Maison Verte des Nations Unies. Cet événement, conçu pour promouvoir la vision d'une « One UN », a non seulement renforcé l'esprit d'équipe, mais a également permis de recueillir les suggestions de l'ensemble du personnel afin de consolider l'unité d'action au Gabon.

## UNINFO

UNINFO est l'outil en ligne des Nations Unies dédié à la planification, au suivi et au reporting, qui permet à l'Équipe-pays de mettre collectivement en valeur ses résultats. Il s'insère dans les efforts pour améliorer la cohérence, la transparence et la redevabilité en matière de résultats. En 2023, UNINFO est devenu l'outil central de planification et de gestion, alimenté en direct par les différentes entités du système des Nations Unies (SNU).

[www.uninfo.org](http://www.uninfo.org)



## CAFI

En 2023, le CAFI, avec une contribution de 2,1 millions de dollars mise en œuvre par le PNUD et l'UNESCO, a facilité l'accélération de l'Éducation au Développement Durable et renforcé la lutte contre l'empiètement sur le réseau d'aires protégées au Gabon. Ce soutien à l'Agence Nationale des Parcs Nationaux a également contribué à renforcer la séquestration de carbone par la conservation des forêts.

La tenue de consultations régulières entre les partenaires techniques et financiers (PTF) a encouragé le dialogue et le suivi des activités de développement au niveau national. Le plaidoyer constant du système des Nations Unies pour une meilleure coordination des interventions en matière de financement des priorités nationales devrait, à court terme, aboutir à la création d'un mécanisme de coordination nationale entre le Gouvernement et les PTF, incluant également le secteur privé.

L'établissement de cet espace de coordination contribuera significativement à améliorer les synergies au sein de l'écosystème de financement du développement, alors que l'Équipe-pays finalise la budgétisation du Plan-cadre de coopération et formule sa stratégie de partenariat et de mobilisation de ressources pour la période 2023-2027.



## 2.5 Évaluations et leçons apprises

En 2023, des évaluations indépendantes ont été menées sur deux programmes conjoints majeurs des Nations Unies : le programme « Citoyenneté et Protection Sociale » et le programme « Tisserands de la Paix ». Ces évaluations ont souligné les avantages d'une coopération et d'une coordination renforcées entre les différentes entités du système des Nations Unies, facilitant ainsi la mise en commun de leurs contributions et la maximisation de l'utilisation des ressources limitées. Elles ont également mis en évidence la nécessité d'adopter une approche plus intégrée dans la mise en œuvre des activités.

L'engagement continu de l'Équipe-pays auprès du gouvernement, à la suite de la conclusion du programme conjoint « Citoyenneté et protection sociale », est un exemple éloquent de bonnes pratiques et de durabilité des interventions. À la fin de 2023, le partenariat soutenu avec l'administration gabonaise a mené à l'enregistrement de plus de 32 000 demandes d'actes de naissance. Durant cette période, environ 21 460 jugements supplétifs ont été rendus, permettant l'établissement de 12 500 nouveaux actes de naissance. Les Nations Unies poursuivent leur plaidoyer pour réduire le pourcentage d'enfants (7%) sans acte de naissance et pour régulariser la situation d'une proportion significative de la population actuellement exclue des filets sociaux de base, faute de documentation.

Il est crucial que les résultats soient maintenus au-delà de la fin d'un programme afin d'engendrer des impacts durables. Cela implique un ancrage plus solide des programmes conjoints dans le Plan-cadre de coopération, un leadership plus marqué et un suivi thématique renforcé. Il est aussi vital de garantir une meilleure appropriation des programmes par les parties prenantes pour renforcer la durabilité des initiatives, déclare **Savina Ammassari, Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Gabon.**

En 2023, pour la mise en œuvre des 138 activités prévues par le Plan de travail conjoint du système des Nations Unies au Gabon, 22,9 millions de dollars américains (USD) étaient nécessaires. De cette somme, 15,8 millions de USD, représentant 69 %, ont été mobilisés. Le déficit le plus important en termes de mobilisation de fonds a été constaté pour le pilier 2, qui vise à soutenir la transition du Gabon vers une économie verte et bleue. En effet, seulement la moitié des fonds nécessaires à ce pilier a pu être mobilisée.



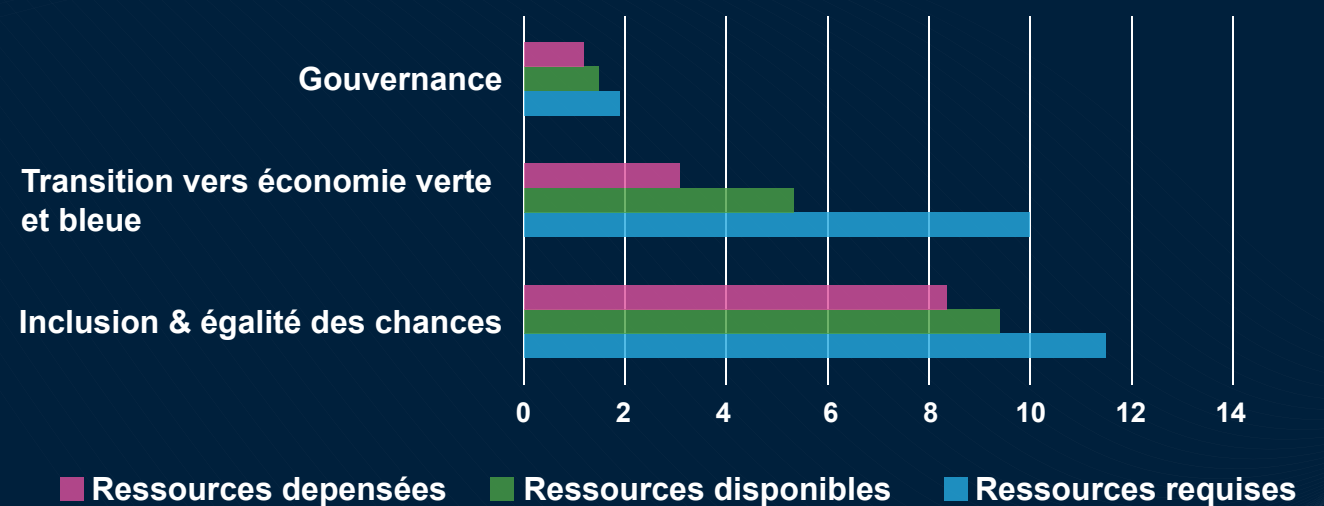
## 2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources

En 2023, pour la mise en œuvre des 138 activités prévues par le Plan de travail conjoint du système des Nations Unies au Gabon, 22,9 millions de dollars américains (USD) étaient nécessaires. De cette somme, 15,8 millions de USD, représentant 69%, ont été mobilisés. Le déficit le plus important en termes de mobilisation de fonds a été constaté pour le pilier 2, qui vise à soutenir la transition du Gabon vers une économie verte et bleue. En effet, seulement la moitié des fonds nécessaires à ce pilier a pu être mobilisée.

Priorités Stratégiques	Ressources Requises	Requises disponibles	Requises dépensées	Taux de Mobilisation
En millions de USD				%
1. Bonne gouvernance	1,8	1,4	1,2	78
2. Transition vers économie verte & bleue	10	5,1	3,1	51
3. Inclusion & égalité des chances	11,1	9,3	8,4	84
TOTAL	22,9	15,8	12,7	69

Source: <https://uninfo.org/>

### Ressources requises - disponibles - dépensées

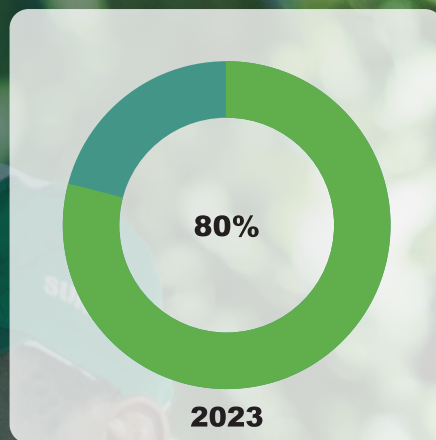


Source: <https://uninfo.org/>



## Taux de mise en œuvre en 2023 (dépenses par rapport aux ressources mobilisées)

Les dépenses engagées pour la mise en œuvre du Plan de Travail en 2023 se sont élevées à 12,7 millions de dollars américains, soit 80% du total des ressources mobilisées. Ce taux d'exécution des programmes, supérieur à celui des années précédentes, témoigne d'une amélioration dans la mise en œuvre des programmes, désormais caractérisée par une efficacité accrue. À titre de comparaison, le taux de mise en œuvre était de 73% en 2022.



## Ressources mobilisées par ODD

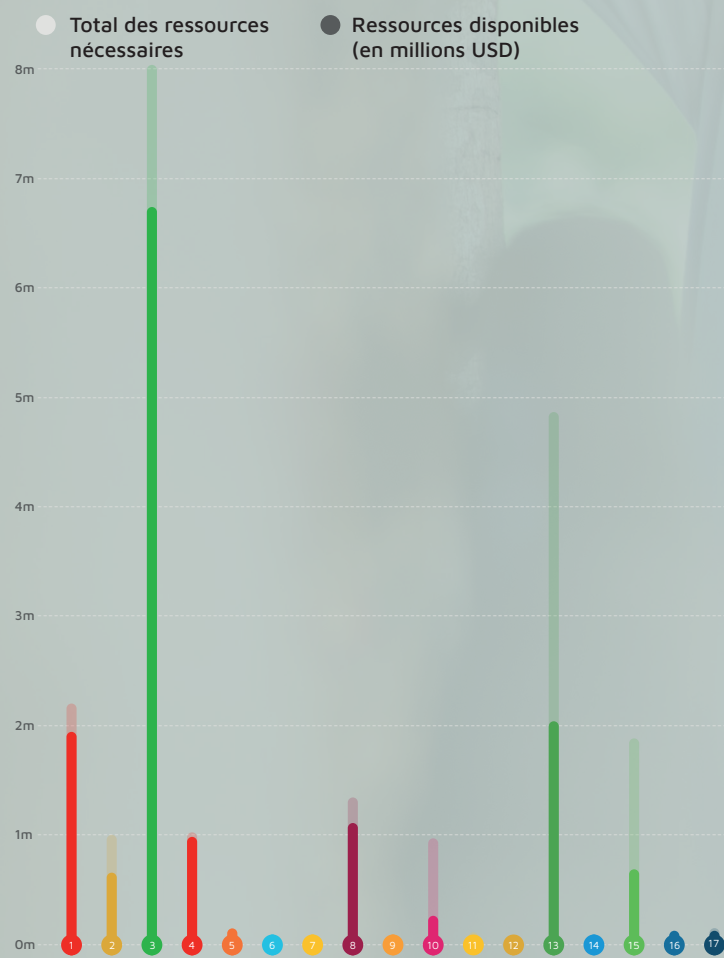
Une bonne partie des ressources mobilisées a été absorbée par deux ODD :



Plus de 42% des ressources mobilisées l'ont été pour le secteur de la santé.



13% des ressources mobilisées l'ont été en faveur de la lutte contre les changements climatiques, et provenaient de l'Initiative pour les Forêts d'Afrique centrale (CAFI) et du Fond pour l'Environnement Mondial (GEF).



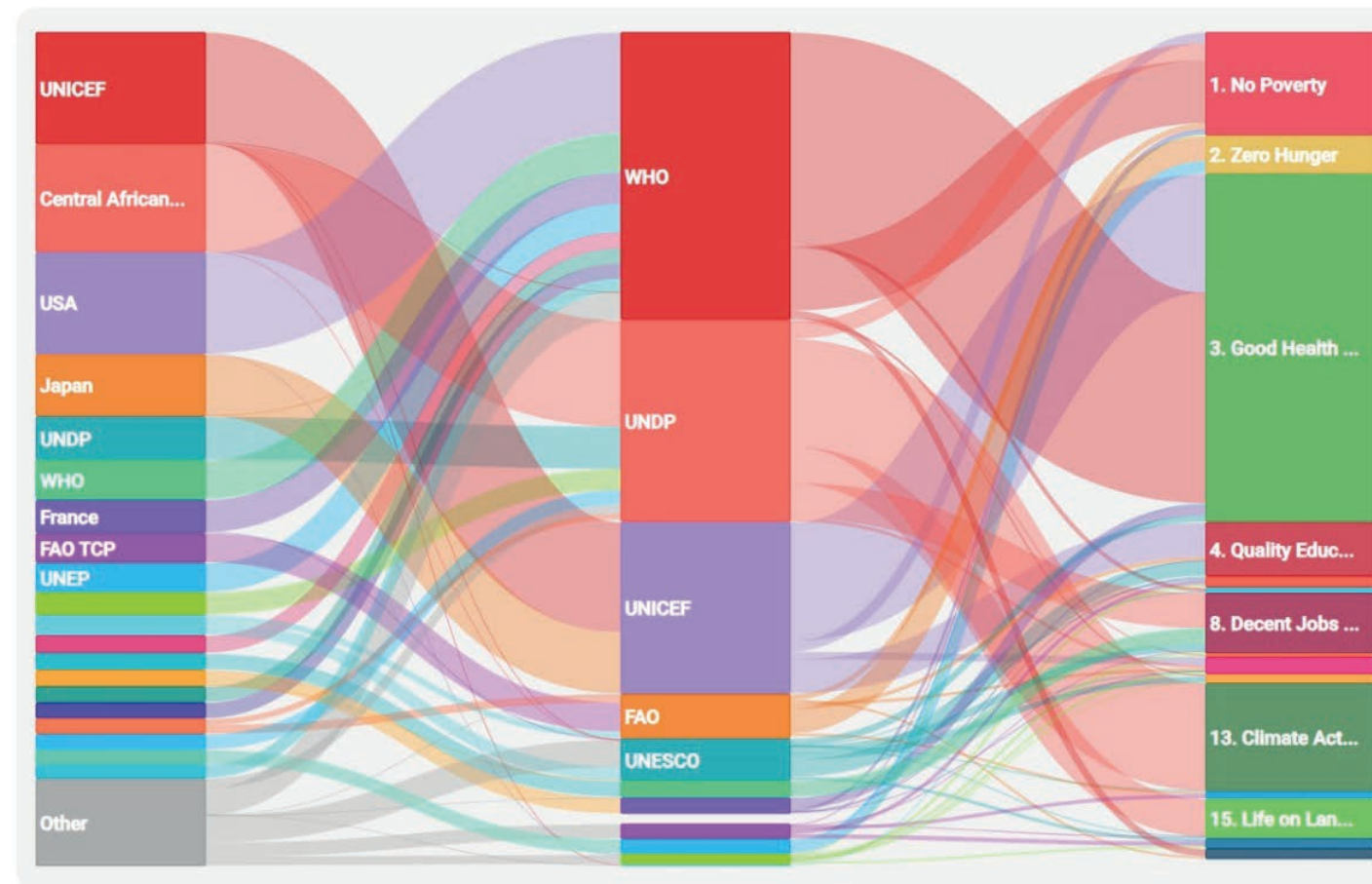
22,9 millions de ressources nécessaires  
15,8 millions de ressources disponibles  
69,1% de couverture des ressources nécessaires

- 1. PAS DE PAUVRETÉ 88,2% de couverture
- 2. FAIM «ZÉRO» 68,8% de couverture
- 3. BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 83,8% de couverture
- 4. ÉDUCATION DE QUALITÉ 95,4% de couverture
- 5. ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 92,1% de couverture
- 6. EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT 100% de couverture
- 7. ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE 0% de couverture
- 8. TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 83,8% de couverture
- 9. INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE 21,8% de couverture
- 10. INÉGALITÉS RÉDUITES 31,8% de couverture
- 11. Villes et Communautés durables 99% de couverture
- 12. CONSOMMATION ET PRODUCTION DURABLES 0% de couverture
- 13. MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 42,5% de couverture
- 14. VIE AQUATIQUE 100% de couverture
- 15. VIE TERRESTRE 38,3% de couverture
- 16. PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES 100% de couverture
- 17. PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 84,1% de couverture

©UNESCO Gabon/2023

## Contributeurs & ODD cibles

Les ressources mobilisées auprès de divers contributeurs sont allouées aux différentes agences pour financer la mise en œuvre des activités ciblant les Objectifs de Développement Durable (ODD) spécifiques. Le graphique ci-dessous illustre l'origine de certains financements, l'agence responsable de la mise en œuvre, ainsi que l'ODD bénéficiaire.



Source: <https://uninfo.org/>

## FOCUS

Le Pilier 3, « Égalité des chances et inclusion », demeure la priorité stratégique qui a bénéficié du budget le plus conséquent, soit 9,5 millions USD. Les dépenses dans ce secteur se sont élevées à 8,4 millions USD, représentant un taux de mise en œuvre de 84%. Ceci met en relief l'attention particulière accordée en 2023 par les Nations Unies au Gabon à la lutte contre la pauvreté, à la réduction des inégalités et à l'accès à des services sociaux de qualité. Plus de la moitié des activités (80 sur le total) du Plan de travail ont été réalisées en 2023 dans les domaines de l'éducation et de la santé, et 57% des programmes se sont concentrés sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) 3 et 4.







La grande priorité pour 2024 sera **d'accélérer la réalisation des ODD**. À cet effet, l'Équipe-pays se focalisera sur **les six transitions clés** pour intensifier les efforts visant à « sauver » les ODD au Gabon, dans le sillage du sommet sur les ODD de septembre 2023.

En outre, en 2024, l'Équipe-pays des Nations Unies portera également son attention sur :

**1. L'accompagnement de la transition** liée aux dynamiques en cours dans la réforme des institutions et vers un retour à l'ordre constitutionnel, conformément à la feuille de route des autorités nationales.

**2. L'exécution du Plan de travail 2024** pour la mise en œuvre des trois piliers du Plan-cadre de coopération.

**3. La mise en œuvre conjointe du Plan de suivi et d'évaluation** du Plan-cadre de coopération avec les partenaires nationaux, permettant ainsi les ajustements stratégiques qui pourraient s'avérer nécessaires en fonction de l'évolution de la situation. Une évaluation à mi-parcours du Plan-cadre sera réalisée en 2025.

**4. La mobilisation des ressources** nécessaires pour l'exécution du Plan-cadre de coopération, grâce à la Stratégie conjointe de partenariats et de mobilisation de ressources, actuellement en phase de finalisation. Cette mobilisation sera facilitée par l'évaluation du cadre de financement pluriannuel (Multi-Year Funding Framework – MYFF).

**5. La stimulation des mécanismes de gouvernance du Plan-cadre de coopération** pour accélérer les sept transitions nécessaires à la réalisation des ODD et de l'Agenda 2030.

La préparation du **Sommet de l'avenir** en septembre 2024 aux Nations Unies à New York, au cours duquel l'Équipe-pays des Nations Unies s'efforcera de mobiliser le soutien et l'engagement des autorités nationales et de toutes les parties prenantes. Ce sommet crucial a pour but de forger un nouveau consensus international sur les moyens d'améliorer le présent et de préserver l'avenir. Il devrait aboutir à l'adoption d'un Pacte global pour un avenir plus prospère, équitable et durable pour tous.





## Sigles et abréviations

<b>ARV</b>	Anti-rétroviraux	<b>PBF</b>	Peacebuilding Fund - Fonds pour la consolidation de la Paix
<b>BOS</b>	Business Operations Strategy	<b>PCC</b>	Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le Développement Durable
<b>CAFI</b>	Central African Forest Initiative - l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale	<b>PEV</b>	Programme Élargi de Vaccination
<b>CEEAC</b>	Communauté des États de l'Afrique Centrale	<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>CNDH</b>	Commission Nationale des Droits de l'Homme	<b>PNDT</b>	Plan National de Développement de la Transition
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement	<b>PNUAD</b>	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
<b>CTRI</b>	Comité pour la Transition pour la Restauration des Institutions	<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>EDS</b>	Enquête Démographique de la Santé	<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
<b>EGEP</b>	Enquête Gabonaise pour l'Évaluation et le suivi de la Pauvreté	<b>PSGE</b>	Plan Stratégique Gabon Emergent
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	<b>PTF</b>	Partenaire technique et financier
<b>FIDA</b>	Fonds International de Développement Agricole	<b>RFF</b>	Programme conjoint de renforcement de la sécurité alimentaire et de l'emploi des femmes et des jeunes via la promotion des chaînes de valeurs vertes inclusives
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International	<b>SMIG</b>	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
<b>FNUAP</b>	Fonds des Nations Unies pour la Population	<b>SMT</b>	Security Management Team - Équipe de Gestion de la Sécurité
<b>HSTF</b>	Human Security Trust Fund - Fonds de Confiance pour la sécurité Humaine	<b>SNU</b>	Système des Nations Unies
<b>INFF</b>	Cadre National de Financement Intégré	<b>TB</b>	Tuberculose
<b>MNDE</b>	Mécanisme National de Dialogue et d'Échange	<b>UA</b>	Union Africaine
<b>MYFF</b>	Multi-Year Funding Framework - Cadre de Financement Pluriannuel	<b>UNCCC</b>	Commission cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
<b>ODD</b>	Objectif de Développement Durable	<b>UNCG</b>	United Nations Communication Group – Groupe de Communication
<b>HCDH</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme	<b>UNECA</b>	des Nations Unies Commission Économique pour l'Afrique
<b>OIM</b>	Organisation Internationale pour les Migrations	<b>UNEP</b>	United Nations Environment Programme
<b>OIT</b>	Organisation Internationale du Travail	<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé	<b>UNHCR</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
<b>OMT</b>	Operation Mangement Team - l'Équipe de Gestion des Opérations	<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale	<b>UNOCA</b>	Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies	<b>UNSDCF</b>	United Nations Sustainable Development Cooperation Framework - Plan-cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable
<b>ONUDC</b>	Organisation des Nations Unies contre le Drogue et le Crime	<b>USD</b>	Dollars américains
<b>ONUDI</b>	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel	<b>VBG</b>	Violence Basée sur le Genre
<b>ONUSIDA</b>	Programme Commun des Nations Unies pour la lutte contre le SIDA	<b>VIH</b>	Virus de l'immunodéficience humaine
<b>PASSMAR</b>	Programme d'Appui à la Stratégie de Sûreté et de Sécurité Maritimes en Afrique Centrale		
<b>PAT</b>	Plan d'Accélération de la Transformation		





**NATIONS UNIES  
GABON**



MAISON DES NATIONS UNIES - PRÈS DU PONT DE GUÉ-GUÉ  
BP 2183 LIBREVILLE, GABON

[www.gabon.un.org/fr](http://www.gabon.un.org/fr)



ONU Gabon



@OnuGabon